

Edito

La politique nationale française et la situation internationale ne poussent pas à l'optimisme. Il est important de toujours garder nos lunettes de syndicalistes pour ne pas sombrer dans le marasme ambiant ou dans le repli craintif. Les conditions de vie et de travail des salariés s'aggravent. La politique extérieure des Etats Unis depuis les années 90, visant à conforter leur leadership mondial au niveau économique, politique, idéologique et militaire en tentant d'empêcher l'émergence de toute autre puissance ailleurs dans le monde génère des tensions et des guerres dont les peuples sont les premières victimes. Mais les difficultés à maintenir cette politique agressive font jour et les contradictions engendrées s'exacerbent. Les ressources énergétiques et la préservation de notre environnement rentrent en force dans le débat. Les profits honteux des multinationales côtoient les émeutiers de la faim. La Chine et la Russie n'entendent plus jouer des seconds rôles et s'invitent dans le jeu capitaliste. De plus en plus de pays s'organisent en Amérique latine pour prouver qu'un autre développement est possible si l'homme est au centre des politiques publiques au lieu du profit. Le mouvement syndical se structure au niveau mondial et européen pour apporter des réponses coordonnées au niveau porté par les multinationales. Ainsi, la journée mondiale pour le travail décent organisé le 7 octobre, doit nous permettre de lier toutes nos revendications que ce soit le pouvoir d'achat, préoccupation numéro 1 des salariés en cette rentrée ou les conditions de travail avec la pénibilité. C'est LE rendez-vous de la rentrée. La journée unitaire des retraités du 16 octobre pour le pouvoir d'achat et les pensions continuera la mobilisation.

Et puis, afin de nous permettre de réfléchir ensemble sur les évolutions du monde et sur notre stratégie à l'international, deux journées d'études seront organisées par le secteur international de la FNME, les 3 et 4 novembre à Montreuil en direction de ceux qui travaillent plus particulièrement sur ces questions.

Marie-Claire CAILLETAUD
Responsable du Pôle International



Pour nous joindre :
international@fnme-cgt.fr



SOMMAIRE

MONDE

- 2 - Echec à l'OMC
- 2 - G 8

AFRIQUE

- 3 - La FNME au Niger
- 4 - Afrique du Sud
- 4 - Congrès de l'OASMECA

ASIE

- 4 - La Chine à le vent en poupe

AMERIQUE LATINE

- 5 - Bolivie : Evo Morales confirmé
- 5 - Brésil : découverte de pétrole

- 5 - La FNME solidaire des mineurs colombiens

- 6 - Colombie : Jour international du travailleur précaire
- 6 - Libération

- d'Ingrid Bétancourt

EUROPE

- 7 - Directive CEE
- 7 - Fusion Suez GDF
- 7- RSE à GDF
- 8- Guerre au Caucase

Négociations à l'OMC : encore un échec de la marchandisation

Après certains pays d'Amérique du sud qui claquent la porte de la banque mondiale et du FMI ça commence à faire désordre dans l'**Organisation Mondiale Capitaliste** ! Un très mauvais accord a été évité. Cet accord aurait eu des conséquences graves pour les pays du Nord, notamment dans le domaine agricole et dans celui des services. De même que pour les pays du Sud, en particulier dans le domaine de l'agriculture vivrière et des industries encore trop jeunes pour soutenir la concurrence des pays industrialisés. A force de vouloir que tout soit marchandisé, que tout profite aux plus fortunés - hommes ou pays - on court forcément à l'échec. Cet échec doit être une occasion de proposer d'autres règles du commerce, respectant les besoins de l'ensemble des pays et des travailleurs du monde, ainsi que les équilibres écologiques de la planète. Il faut refuser que certains secteurs soient assimilés à des marchandises : l'eau, l'éducation, la santé, l'énergie, les services sociaux. Il faut accepter la leçon de la crise alimentaire et reconnaître que la souveraineté alimentaire est un droit fondamental qui doit transcender les règles marchandes. Il faut respecter le travail: les milliers de pages des textes de l'OMC ne contiennent pas un mot sur les droits des travailleurs. Il en va de même pour l'environnement, dont la protection est le plus souvent considérée comme un obstacle au commerce. **La vérité, c'est qu'à l'OMC on**

discute des meilleurs moyens pour que les quelque deux cents mastodontes internationaux continuent d'imposer leur loi aux six milliards de citoyens du monde.

discute des meilleurs moyens pour que les quelque deux cents mastodontes internationaux continuent d'imposer leur loi aux six milliards de citoyens du monde. Une grande partie de ceux-ci souffre de la pauvreté, de la famine, de la surexploitation pendant que la fortune cumulée des millionnaires de ce monde s'élève à 50 000 milliards de dollars, soit l'équivalent de trois fois et demie la richesse des Etats-Unis. Certes une réforme profonde de l'OMC et des accords qu'elle administre s'impose plus que jamais afin que le commerce mondial soit effectivement régulé et que cette institution cesse d'être un instrument d'abolition de la souveraineté des peuples et de promotion du libéralisme le plus sauvage pour le seul profit des firmes transnationales. On est loin du compte. Il faut mettre à profit cette suspension pour donner une voix à ceux qu'on n'écoute pas et dont les médias occidentaux taisent systématiquement les attentes. Faire connaître les arguments avancés par les pays les plus pauvres, par ceux qui se développent comme par ceux qui émergent. Leur offrir, en Europe, une tribune. Renforcer le dialogue entre les représentants de ces pays et le mouvement antilibéral afin de porter ensemble les termes d'une alternative.

Il n'y a pas de fatalité. Qui résiste existe !!!

G8 : Les pays riches aux mains vides

Crise économique, aide à l'Afrique, environnement : le G8 n'offre aucune solution digne de ce nom aux grands défis mondiaux.

L'urgence de l'intervention du G8 de 2008 au Japon n'avait jamais été aussi grande qu'à l'occasion de ce Sommet. L'accélération du changement climatique, la flambée du prix des denrées alimentaires et la pauvreté grandissante privent des millions de personnes de leurs moyens de subsistance et, dans de nombreux cas, leur ôtent la vie. Le Sommet du G8 n'a pas réussi à s'attaquer aux graves problèmes auxquels le monde doit faire face et qui affectent les populations pauvres le plus durement

et en premier. Fini la grand-messe des pays riches à Toyako. Les pays du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon et Russie) se sont mis d'accord sur un catalogue de vœux pieux que constitue le rituel communiqué final publié à l'issue du sommet. *«Il y a nécessité, ont-ils déclaré sans offrir de solution, de répondre aux prix élevés de l'alimentation, de ceux du pétrole ainsi qu'à la hausse de l'inflation»*. Ils ont également appelé à équilibrer la production et la consommation de pétrole pour tenter de faire baisser les prix qui atteignent des records sur les marchés mondiaux. *"Tout en notant que la croissance avait ralenti, nous sommes restés positifs sur ces perspectives"*, ont affirmé les Huit résolument confiants. Si l'on excepte le compromis décevant sur les émissions de gaz à effet de serre (réduction de 50 % d'ici à 2050 !), le G8 s'est contenté de *"renouveler"* les engagements sur l'aide publique au développement de

l'Afrique pris en 2005. Une promesse que les pays les plus riches de la planète peinent jusqu'ici à honorer.

L'Afrique restera sur sa faim. Concernant la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux - qui ont augmenté de plus de 80 % depuis 2005 selon la Banque mondiale -, le G8 a fait part de sa *"sérieuse préoccupation sur ces conséquences"* et, là aussi, *"renouvelle son engagement à prendre toutes les mesures possibles pour répondre à cette crise structurelle aux causes et conséquences multiples"*. En guise de quoi, il n'y aura pas de fonds supplémentaires, les membres de ce cénacle rappelant qu'ils y avaient déjà consacré 10 milliards de dollars depuis janvier 2008. D'autres donateurs sont donc priés de verser leur obole ! Sur les biocarburants, le G8 a indiqué qu'il s'assurerait de la *"compatibilité"* des politiques de production et d'utilisation des biocarburants avec la sécurité alimentaire. Autant dire que la coquille G8 est désespérément vide.



La FNME au Niger

Du 24 juin au 6 juillet 2008, une délégation de la Fédération des mines et de l'énergie-CGT s'est rendue au Niger dans le cadre d'un séminaire organisé en commun avec l'organisation syndicale des mineurs, le SYNTRAMIN.

Ce séminaire avait pour thème " la santé et la sécurité au travail " plus particulièrement dans les mines d'uranium et des carrières

Le stage a mobilisé 24 militants venus des mines d'Arlit, dans le Nord du Niger, salariés de la SOMAIR et de la COMINAK (AREVA) et salariés de la sous-traitance.

Ce séminaire a été riche en échanges d'expériences, tant sur les contenus que sur les méthodes. Nous avons travaillé conjointement avec les formateurs nigériens en gardant une cohérence pédagogique. Nous avons eu aussi le souci de développer l'interactivité qui a permis des échanges très intéressants.

En fin de séminaire, les stagiaires ont élaboré la synthèse du stage ainsi que des recommandations qui tiennent lieu de cahier revendicatif et qui seront adres-

Nigéria pays voisin qui exporte 80 % des besoins électrique du Niger est aujourd'hui dans l'incapacité de fournir l'énergie nécessaire entraînant des délestages importants dans la ville de Niamey et des autres grandes cités du Pays.

D'autre part, l'insécurité dans le nord du Pays dû au mouvement politique et armé des Touaregs, le refus du Président Tandja de négocier et d'appliquer les accords signés précédemment (accès pour les Touaregs à tous les niveaux des institutions et organismes nationaux, investissements pour le développement de la région à la hauteur des richesses créées par cette région par l'exploitation minière...) enfonce le pays dans une crise sociale, économique et institutionnelle forte..



vie, le travail décent et l'emploi, la mal gouvernance.

Malgré les freins les blocages qu'a développés le gouvernement, 3000 personnes ont participé à la manifestation et au meeting.

Notre délégation s'est rendue dans un village du côté de Zinder, Sabon khafi (7



000 habitants), à 1000 kms de Niamey (Région qui a été fortement touchée par la sécheresse ces dernières années et par la famine). Nous avons été invités par une association qui regroupe des ingénieurs, des géologues issus de ce village, ils animent des projets avec les villageois qui permettent de développer l'activité rurale et éviter la désertification et l'émigration des jeunes vers les grandes villes. Ces projets se basent autour de l'éduca-

sées au Gouvernement et aux employeurs.

Il ressort de ce séminaire, une forte attente de formation, d'échanges d'expériences de la part des militants nigériens. Pour notre délégation, cela a été une grande satisfaction.

Cette formation s'est déroulée dans un contexte un peu particulier. Le Niger est confronté actuellement à une crise énergétique (électricité) importante. Le

Nous avons été invités par les 7 confédérations syndicales du Niger et la société civile dont notamment l'ANDDH (Association Nigérienne des droits de l'homme) pour participer à une conférence de presse informant la population nigérienne d'une manifestation le vendredi 27 Juin sur " la cherté de la vie ". Ils ont créés un mouvement revendicatif appelé " Convergence Citoyenne " dont les axes revendicatifs portent sur la cherté de la

tion, de l'agriculture alternative et de coopératives villageoises organisées par les femmes du village.

Plusieurs projets nous ont été exposés notamment des projets de développement économique du village. C'est un réel bonheur d'avoir partagé cette expérience avec nos amis et camarades nigériens. "La richesse vient du partage".

Afrique du Sud du charbon au nucléaire

Du 21 au 25 mai dernier, une délégation fédérale s'est rendue à Johannesburg, en Afrique du Sud, à la Conférence

d'EDF et du groupe Bouygues, suite à l'appel d'offres du gouvernement sud africain pour la construction de réacteurs nu-



ationale du NUM (National Union of Mine workers), syndicat sud africain des mineurs. Réunissant 600 congressistes, celle-ci s'est tenue dans un contexte difficile pour les salariés du secteur, le pays étant confronté à une crise énergétique grave. Quelques mois plus tôt, les délestages d'électricité quotidiens ont obligé les principales mines à stopper leur activité pendant cinq jours, faisant peser des menaces de licenciements sur les mineurs. Un problème crucial puisque le charbon est la première source énergétique du pays...

Une crise qui, d'une certaine manière, profite à la France. En février, Nicolas Sarkozy s'est rendu en Afrique du Sud en compagnie d'une quarantaine de chefs d'entreprises, dont Anne Lauvergeon, PDG d'Areva. L'entreprise française est sur les rangs, aux côtés



cléaires de type EPR. Aujourd'hui la centrale de Koeberg, près du Cap, est l'unique site nucléaire du continent africain. Des militants formés pour préparer l'avenir La présence de la FNME a été l'occasion d'échanges fructueux avec les militants

sud africains sur les questions de politique industrielle. Ils redoutent l'arrivée du nucléaire synonyme -pour eux- de remise en cause de l'avenir des mines. Comme l'a souligné la délégation, "si demain ce pays se dote du nucléaire, comment les mineurs s'inté-

greront-ils?". Face à ces enjeux nombreux et complexes, le partenariat entre la FNME et le NUM devrait trouver des prolongements concrets, notamment en matière de formation syndicale.

Congrès de l'OASMMECA

Malgré des difficultés financières considérables, "l'Organisation Africaine des Mines, Métaux, Energie, Chimie, et Assimilés" a tenu son 6ème congrès fin juin à Casablanca, avec une participation significative de ses adhérents. Après deux jours d'analyses et de débats une nouvelle charte revendicative a été adoptée et une direction largement remaniée mise en place. Ahmed Rifai BAAZAK (Egypte) et Hourir El Alami (CDT/Maroc) ont été élus co-présidents. Lemtaï ZITOUNI a été réélu Secrétaire Général.

La Chine a le vent en poupe

La Chine se place à la 5ème place mondiale pour la production d'électricité d'origine éolienne, avec plus de 6 000 MGW. Cette nation projette maintenant d'atteindre les 10 000 MGW de puissance installée d'ici à la fin de la prochaine décennie. La Chine s'est également convertie en un important fabricant d'éoliennes qu'elle utilise pour elle-même et pour l'exportation. Selon le vice-président de l'Association Chinoise d'Energie Eolienne le pays compte avec un potentiel de 250 000 MGW sur terre et jusqu'à 750 000 MGW en mer.

Bolivie : Evo Morales confirmé dans ses fonctions

Le président de Bolivie, Evo Morales, a été confirmé dans ses fonctions avec plus de 63% des votes en sa faveur. Entre-temps, Evo Morales a qualifié de succès cette consultation populaire, et il a fait l'éloge du comportement des citoyens boliviens. Dans les déclarations, qu'il a faites au siège syndical de la ville de Cochabamba, le président a signalé que «le triomphe de la Révolution démocratique de Bolivie et du peuple bolivien est dédiée à tous les peuples révolutionnaires d'Amérique latine et du monde» et que «nous avons constaté un sentiment du peuple bolivien en faveur de la démocratie et de l'approfondissement de ces processus de changement». Le ministre de la Présidence de Bolivie a assuré que «cette consultation du peuple consolide le programme de transformations basé sur la nationalisation des ressources naturelles afin de les employer dans le sens de la justice sociale et de redistribuer les bénéfices afin que cela profite à tous les secteurs». Pour leur part les observateurs électoraux nationaux et internationaux ont confirmé la propreté des élections.



Brésil : importante découverte de pétrole

Le Brésil espère entrer bientôt dans le club restreint des pays exportateurs de pétrole grâce à la découverte d'importantes réserves en mer. L'entreprise brésilienne Petrobras a annoncé une découverte qui modifie le paysage pétrolier du

avec des réserves estimées entre 5 et 8 milliards de barils de pétrole, peut augmenter jusqu'à 50% les réserves nationales. Petrobras a indiqué que les analyses ont également mis à jour une zone de 800 kms le long du littoral du sud et

pays arabes ou du Venezuela", selon les termes de la ministre en charge du cabinet présidentiel. La zone des découvertes se trouve à 250 kms de la côte, à une profondeur comprise entre sept et neuf mille mètres, sous une importante couche de sel. Les tests de Petrobras ont mis à jour du pétrole léger de grande valeur commerciale, ainsi qu'une grande quantité de gaz. "C'est la première fois que nous arrivons à cette profondeur et la technologie est chère", a indiqué Guillermo Estrella, directeur de l'exploitation et de la production de Petrobras. "Et nous devons encore étudier comment utiliser le gaz parce qu'on ne peut pas faire un gazoduc de 250 km. Les alternatives sont la génération d'énergie fluctuante ou la liquéfaction. Les coûts sont élevés, mais la quantité de pétrole donne robustesse et viabilité à l'investissement", a-t-il assuré. Plusieurs experts font toutefois preuve de prudence. Le champ pétrolier de Tupi peut augmenter de 40% la production actuelle du Brésil et lui assurer l'autosuffisance pétrolière. Mais pour que le pays devienne un grand exportateur il faudra une confirmation de la découverte et sa viabilité.



Brésil: le gisement de Tupi, dans la baie de Santos (au sud de Rio de Janeiro),

sud-est brésilien qui pourrait faire du Brésil un "pays exportateur au niveau des

La FNME solidaire des mineurs colombiens

Après 57 jours de négociations face à l'intransigeance et au chantage de la transnationale DRUMMOND, les mineurs ont durant 7 jours usé de leur droit de grève. En effet, la DRUMMOND malgré les cours élevés du charbon, l'augmentation conséquente de la production, des millions de pesos de bénéfices refu-

sait les revendications légitimes des salariés, telles que l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Il est à noter que la DRUMMOND est accusée par la Cour d'Alabama de l'assassinat de 5 syndicalistes commandités aux groupes paramilitaires. Grâce à la solidarité nationale et internatio-

nale, dont la FNME au travers d'un courrier aux responsables de l'entreprise et aux institutions colombiennes, les mineurs ont pu résister et ont signé une convention collective pour une durée de 2 ans. Pour la 1ère année les salaires seront augmentés de 9,1 % et suivront l'indice des prix plus 1,75 %. Cette convention

prévoit également des moyens pour l'éducation, la formation des travailleurs, le logement, les conditions de travail et la santé. La FNME se félicite de ce succès pour lequel l'unité des travailleurs et la solidarité ont été les 2 éléments décisifs de la victoire.

Colombie : 28 JUILLET, "Jour international du travailleur précaire"

Les dernières années se sont caractérisées par une transformation profonde dans les relations de travail, provoquée par la concurrence et les avances technologiques tellement significatives et rapides, en étant à l'origine d'un monde globalisé proche et simultané pour tous, où la systématisation, les communications et la technologie ont marqué la règle. Transformation qui a donné lieu à une relation paradoxale : homme sans emploi. Toutefois, ce sont des changements qui ne sont pas produits uniquement et exclusivement par le processus d'industrialisation. Il existe des facteurs comme la globalisation et l'internationalisation de l'économie, les marchés communs, la concentration temporaire du changement dans une courte période de temps, les accélérations successives,

la situation politique, la compétitivité et la demande de plus grands profits au prix de plus petits coûts. Phénomène qui a permis aux compagnies de diminuer les frais que leur impliquent un travailleur permanent, en recourant à l'embauche par le biais de tiers, avec un plus petit investissement et qui, en plus d'exécuter les tâches de l'entreprise avec un minimum possible d'ouvriers, délèguent sur les contractants ou les agences les responsabilités sur le personnel sous-traité. A la fin des années 90, 46% de la population économiquement active latino-américaine, était employée dans le secteur Informel et 16 % dans des micro-entreprises. À cela il faut ajouter 24 % qui travaillent pour leur propre compte, en laissant 14% de la Population Économiquement Active (PEA) dans le secteur formel, ce qui représenterait un chiffre minimal de travailleurs associables, situa-

tion qui au lieu de s'améliorer s'est aggravée à partir de l'année 2000. En moyenne, les travailleurs syndiqués n'arrivent pas à 20 % de la PEA en Amérique latine et les Caraïbes. Comme solution à ce phéno-



mène l'ICEM au niveau global, a orienté l'affiliation syndicale des travailleurs sous-traitants, pour les placer dans des conditions de combattre pour de meilleures conditions de travail et de vie. En Colombie comme dans le reste du monde, les entreprises multinationales utilisent comme stratégie pour baisser les coûts de sa production la prestation de services et la tercerisation, mais en outre, pour empêcher le lien de ces travailleurs aux syndicats, situation qui s'est retournée à long terme contre les mêmes compagnies. Ce phénomène qui a été constaté dans huit entreprises multinationales engagées dans le dialogue social, nous oblige maintenant à entamer une campagne où nous syndiquerons ces travailleurs sous-traitants, renforçant ainsi les syndicats et en permettant que les conditions de ces travailleurs s'améliorent ostensiblement. En

Amérique latine et les Caraïbes, on a décidé d'établir pour les années à venir, le 28 juillet comme jour d'action contre la sous-traitance, puisque ce jour de l'année 1983, pendant la construction dans la région du

Guavio du barrage le plus grand du pays pour la génération d'énergie hydraulique, s'est produit un accident tragique qui a tué approximativement 200 travailleurs sous-traitants qui avaient été contracté pour construire le tunnel d'accès. Malgré que les travailleurs avaient averti des risques géologiques qui pourraient entraîner cette tragédie, les ingénieurs et ceux qui étaient à la commande de cette œuvre n'ont prêté aucune importance. Ceci se produit presque toujours par l'absence de protection totale avec laquelle travaille ce type de salariés précarisés. Les conditions de ces précaires ont-elles changé ces 25 dernières

années après la tragédie ? Le 28 juillet dernier, SINTRAELECOL en accord avec ce qui est fait jusqu'à présent, a réaffirmé son engagement avec ces travailleurs précaires, et a entamé sa campagne d'organisation et de syndicalisation, pour assurer sa représentation devant les entreprises et ainsi, chercher à travers la négociation à améliorer les conditions de travail, le niveau de vie et donner de la dignité à cette catégorie de contrats de travail et le respect à toutes les garanties normalisées internationalement pour travailler formellement dans les entreprises.

Compagnons précaires, SINTRAELECOL est votre syndicat, nous vous attendons.

LUIS ANGEL FARFAN TRIANA
SINTRAELECOL
Secrétaire Affaires Internationales

Colombie : libération d'Ingrid BETANCOURT

La FNME partage les messages et manifestations de joie qui se sont multipliés à l'annonce de la libération d'Ingrid BETANCOURT et salue le courage qui aura été le sien durant ces six années de captivité. Cette longue bataille aura placé sous les feux de l'actualité la tragique situation de la Colombie. Cette nouvelle avancée doit pousser à la libération de tous les otages des FARC, mais

également de tous les progressistes détenus dans les prisons du régime de Bogota. Car malheureusement les enlèvements pratiqués par les FARC ne sont pas la seule souffrance endurée par le peuple colombien. Il est quasi certain que le président Alvaro URIBE va tirer profit de cette libération pour durcir son régime, car il fait l'objet d'accusations de la part des progressistes de son pays,

mais aussi de la justice colombienne, en raison de ses liens avec les narco trafiquants et les groupes paramilitaires d'extrême droite. Car les charniers que l'on découvre, les milliers de syndicalistes assassinés (2 400 depuis 1991) malgré les campagnes de dénonciation de la CSI et de différentes organisations syndicales à travers le monde, les militants des droits de l'homme, journalistes

curieux ou simples opposants assassinés chaque mois depuis des dizaines d'années, bref les centaines de milliers d'assassinats impunis qui ont jalonné l'histoire de la Colombie, nous rappellent l'état de la lutte des classes dans le pays le plus violemment réactionnaire de toute l'Amérique latine. La libération d'Ingrid BETANCOURT doit servir un message de paix pour toute la Colombie.

Nouvelle Directive Européenne pour les CEE : peut **mieux** faire !

Dans le cadre de son Agenda social rendu public le 2 juillet 2008, la Commission européenne a publié un projet de directive sur les Comités d'entreprise européens (CEE) visant à réviser la directive originelle de 1994. Ce nouveau texte fait suite à la consultation des partenaires sociaux par la Commission européenne à l'issue de laquelle la CES a souhaité que la révision se fasse par la voie institutionnelle plutôt que par la négociation collective car elle contestait de la sincérité du patronat. Pour entrer en vigueur, le projet de directive doit être adopté en codécision par le

Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne. Pour l'instant, le calendrier est encore incertain.

Le groupe de travail CEE de la CES se réunira le 16 septembre, pour évaluer le contenu du projet.

D'ores et déjà et malgré des points d'amélioration, nous pouvons noter que des revendications sur des questions essentielles ne sont pas encore satisfaites au regard des thèmes : définition de l'information / consultation du CEE ; champ d'application de la directive ; amélioration des outils et des conditions de fonctionnement pour les CEE et les

GSN ; reconnaissance du fait syndical et du rôle des fédérations européennes ; résolution du flou et des incohérences juridiques de la directive de 1994 ; mise en conformité des accords de CEE suite à la révision de la directive. Globalement, nous pouvons dire que le projet de directive est déséquilibré et fait encore de nombreuses concessions au patronat. Il est donc nécessaire de se préparer à agir pour peser sur le contenu du projet. La CGT, dont la FNME, s'inscrit pleinement dans cette bataille pour donner aux salariés des outils d'intervention syndicale efficaces.

Fusion GDF-Suez **imposée,**

rassemblement, unité, démocratie, CGT = **droits améliorés**

Après la fusion de Gaz de France et de Suez, les représentants des salariés du nouveau groupe GDF Suez et leurs organisations syndicales nationales et européennes, continuent leur action dans l'intérêt des salariés. Les initiatives menées pour obtenir des informations, engagements sociaux, dans le cadre de la consultation des instances représentatives du personnel, et l'exigence de né-

gociations sur les questions sociales par les organisations syndicales, ont conduit GDF Suez à lancer différentes négociations. Ainsi, le Comité d'Entreprise Européen de GDF Suez doit être construit sur la base des prérogatives fortes du CEE de Gaz de France, avec un nouveau périmètre de 20 pays nécessitant des moyens élargis. C'est l'occasion pour les membres du CEE de Gaz de France et

de l'Instance Européenne de Dialogue de Suez de travailler ensemble afin de donner des outils aux négociateurs ! Après la rencontre de leur comité restreint respectif, ils se retrouveront pour un séminaire du 17 au 19 septembre qui abordera l'analyse du contexte après la fusion, l'examen des accords et fonctionnements respectifs afin d'établir des pistes d'amélioration et de réflexion pour la négo-

ciation ; ils devront aussi définir, en terme de nombre et de répartition, la composition des délégations appelées à négocier ensuite. La CGT, dans sa démarche de rassemblement et d'unité, impulse fortement cet exercice de démocratie pour être en ordre de bataille afin d'obtenir des droits améliorés pour tous !

Signature d'un accord européen sur la **responsabilité sociale** du groupe GDF

Le 2 juillet 2008, l'accord sur la Responsabilité Sociale du Groupe Gaz de France au périmètre européen était signé entre le Président du groupe et les organisations syndicales nationales et européennes l'EMCEF, l'EPSU, l'EMF et pour les sociétés du Groupe Gaz de France en France : CGT, CFDT, CGT-FO, CFE-CGC, CFTC, ainsi qu'avec les organisations syndicales au Royaume-Uni, Hongrie, Roumanie, Pays-Bas, Belgique, Allemagne, Italie.

Rappelant les normes universelles pour le respect des droits humains, les engagements du groupe Gaz de France portent à la fois sur les relations de travail à l'interne (Conditions de travail - Santé

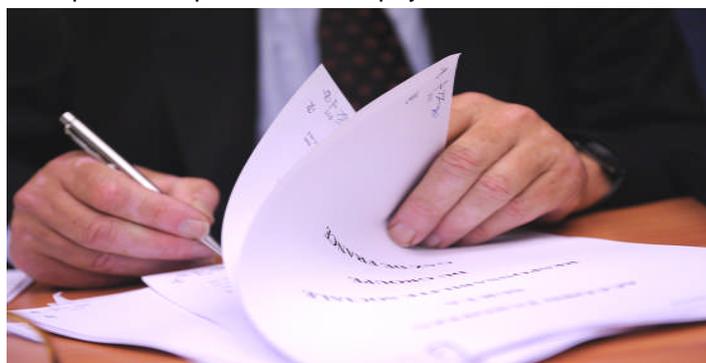
- Sécurité, Gestion des compétences, anticipation et accompagnement des changements d'organisation et de métier, Promotion de la diversité et lutte contre toute forme de discrimination, Des conditions d'emploi durablement attractive, Dialogue social) et vis à vis des tiers (Environnement, Relations avec les territoires, Engagements citoyens et solidaires, Relations avec les fournisseurs et les sous-traitants).

L'originalité et la base du contrôle de l'accord se situent dans sa mise en œuvre et dans son bilan d'application à un double niveau. D'une part chaque société concernée effectue son propre bilan annuel dans le cadre d'une réu-

nion spécifique entre les représentants du management et les organisations syndicales. D'autre part au niveau du groupe, un comité de suivi est mis en place avec des moyens pour ses membres, particulièrement pour se rendre dans les différentes sociétés du pays qu'ils représentent. Par ailleurs les indicateurs pertinents pour évaluer

la mise en œuvre de l'accord seront définis par le comité de suivi.

La CGT qui s'est investie dans cette démarche, se félicite pour ces avancées qui donnent du corps au contenu de cet accord volontariste et permettent aux organisations syndicales de jouer leur rôle à plusieurs niveaux groupe/pays/société.



Caucase : une guerre pour l'énergie...

Les immenses réserves gazières et pétrolières de la mer Caspienne ont accru l'importance géostratégique du Caucase, à nouveau au cœur d'un "grand jeu" opposant la Russie et les Etats-Unis. En Transcaucasie, au sud de la ligne de crête, d'anciennes républiques soviétiques comme l'Azerbaïdjan, puissance émergente grâce à ses richesses en hydrocarbures, et la Géorgie se sont rapprochées des Occidentaux. Ces derniers ont financé la construction de l'oléoduc BTC, qui porte le pétrole azéri jusqu'à la Méditerranée. Un gazoduc, Nabucco, est en projet avec, pour les Européens, l'idée de réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. L'administration américaine appuie en outre la candidature géorgienne à l'Otan. L'Azerbaïdjan, musulman et turcophone, entretient d'étroites



relations avec la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Alliance atlantique. Les Russes dénoncent "un encerclement". Si la Russie ne signifie plus le spectre du communisme, si plus de quatre cents plates-formes de lancement nucléaire ne visent plus directement les objectifs militaires et

stratégiques de l'Europe de l'Ouest, puisqu'elles ont été démantelées à la disparition de l'URSS, pourquoi cet entêtement à l'encercler d'un bouclier atomique ? Pourquoi profiter du développement des nationalismes des ex-pays de l'URSS si ce n'est pour s'appropriier les ressources éner-

gétiques ? On ne peut jouer à la guerre nucléaire ni primer la livraison de chair à canon pour le marché. Comme toujours les risques sont énormes pour les populations. Ce dont à besoin le Caucase, c'est de paix et nous ne pouvons que nous féliciter du rôle joué par l'Union Européenne pour le respect des engagements pris dans l'accord de cessez-le-feu du conflit russo-géorgien approuvé le 12 août dernier.



«Quelle connerie la guerre» !

chair à canon
pour le
"marché"



...de la